



Un échec cinglant

La lutte contre la violence scolaire faisait pourtant partie des thèmes de campagne du candidat Sarkozy. On pouvait même s'attendre à ce que le ministre de l'Intérieur Sarkozy prenne les mesures qui s'imposaient. Mais, aujourd'hui, c'est un formidable aveu d'échec de la part du pouvoir.

Signe que les mesures annoncées à Gagny, en mai 2009, puis à Bobigny, en avril dernier, n'ont provoqué sur le terrain aucun changement notable, le chef de l'État a convoqué, le 6 mai, à l'Élysée, l'ensemble des préfets, procureurs généraux, recteurs et inspecteurs d'académie.



"L'heure n'est plus au diagnostic"

"Les accents volontaristes du président de la République sont les mêmes, tout comme les mesures, dont la plupart ont déjà fait l'objet d'annonces", ont dénoncé Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national à la sécurité, et Bruno Julliard, secrétaire national à l'Éducation.

Encore une fois, l'Élysée reprend le vieux refrain de la "Sanctuarisation des

collèges et lycées" et annonce qu'un diagnostic de sécurité sera effectué dans tous les établissements scolaires. **"Mais l'heure est-elle encore au diagnostic ?"**, s'interrogent les deux secrétaires nationaux du PS.

Une nouvelle fois, Nicolas Sarkozy annonce que les proviseurs des lycées sensibles doivent réserver un bureau à la police. Mais pour quels agents, quand on sait que 9 200 postes de policiers et de gendarmes ont été supprimés ?

"En réalité, un bureau de police ne remplacera jamais des équipes pédagogiques renforcées, condition indispensable pour faire reculer la violence", rappelle Jean-Jacques Urvoas.

Dès à présent, le gouvernement pourrait prendre un certain nombre de décisions qui auraient des effets concrets sur la vie dans les lycées. D'abord, arrêter l'application de la RGPP (révision générale des politiques publiques) aux forces de sécurité. Ensuite, mettre fin aux suppressions de postes d'enseignants et procéder au recrutement de surveillants et de personnels formés. La réforme de la formation des enseignants doit être gelée et les carrières enseignantes doivent être revalorisées.

L'urgence, pour le Parti Socialiste, consiste à lutter contre le décrochage scolaire, principale cause de la violence à l'école. Mais ce n'est pas avec son énième projet de fichier que le ministère de l'Éducation nationale va parvenir à endiguer ce phénomène. Les préfets et recteurs risquent encore d'être souvent convoqués à l'Élysée. 🌹

Dispensé de timbrage BREST CTC

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 12/05/2010



PRESSE

URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Souvenirs, souvenirs...

Mai est riche en anniversaires politiques puisque le second tour de l'élection présidentielle se déroule habituellement ce mois-là. Mais tous les souvenirs n'ont pas la même intensité, ni le même sens.

Dans la mémoire populaire, le 10 mai 1981 reste tout de même le souvenir le plus fort. La foule massée place de la Bastille, sous une pluie d'orage, fêtait l'élection de François Mitterrand et les promesses de changements, après une période de plus de 25 ans de règne sans partage de la droite.

Quel contraste avec mai 2007 ! Là, il s'agissait d'une fête privée au "Fouquet's", réunissant les fidèles de Nicolas Sarkozy triés sur le volet. Chaque année on peut reprendre la liste de ces invités et constater que le président de la République a peut-être beaucoup de défauts, mais qu'il n'est certainement pas ingrat. Cette année il leur a offert la libéralisation des jeux en ligne. Et l'année prochaine ?

PS 29

Le dossier de la semaine

**Lionel raconte
Jospin**



L'ancien Premier ministre était à Quimper, le 4 mai

Vie de la Fédération

**Le 1^{er} réseau social
politique en France**



25 000 personnes sont inscrites sur la COOPOL

Interview

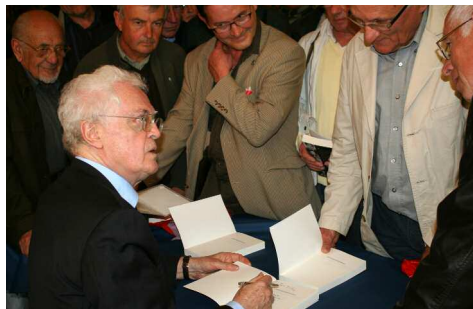
**Jeunes :
les réseaux d'abord**



Avec
Alain Mergier

Lionel raconte Jospin

Dans "Lionel raconte Jospin" (Seuil), l'ancien Premier ministre retrace les grandes étapes de sa vie politique. Cependant, en présentant ce livre, le 4 mai, salle du Chapeau Rouge à Quimper, devant plus de 300 personnes, il a bien plus parlé du présent et de l'avenir que du passé.



Lionel Jospin a dédié son livre

C'est en "ami" que Lionel Jospin a répondu à l'invitation de Bernard Poignant. **"Tout Premier ministre appartient à l'histoire et peut à ce titre intervenir devant les citoyens et répondre à leurs questions"**, a expliqué le maire de Quimper qui a tout de même précisé que sa sympathie ne s'exerce qu'envers certains anciens Premiers ministres.

30 ans d'engagements

"Ce livre d'entretiens retrace 30 ans de vie politique, de conquêtes, d'exercice du pouvoir et de défaites", a résumé l'universitaire Jacques Le Goff. **"Il s'agissait au début, à la demande de Patrick Rotman, d'entretiens destinés à la réalisation d'un documentaire"**, a précisé Lionel Jospin. **"Mais, après plus de 20 heures de conversation, nous avons estimé que nous disposions de suffisamment de matière pour en faire un livre"**.

"Quelles sont les quatre principales dates que vous retenez dans votre engagement politique ?", a demandé Jacques Le Goff, pour baliser le parcours de Lionel Jospin.

D'abord, 1956. Jeune étudiant, il assiste à la victoire du Front républicain mené par Guy Mollet. La campagne s'est jouée sur la promesse de la paix en Algérie. Or, à peine arrivé à Alger, le délégué général du gouvernement est accueilli par des jets de tomates de la part des ultras. Au lieu de la soutenir, le président du Conseil cède aux partisans de l'Algérie française et nomme Lacoste.

Ce reniement marquera profondément le jeune étudiant qui s'engage à ce moment à l'UNEF pour la décolonisation.

Le 10 mai 1981, Lionel Jospin est le premier secrétaire du PS depuis quelques mois. Il a succédé à François Mitterrand dont la victoire représente l'aboutissement de dix ans de combat pour la rénovation du Parti Socialiste.

1989 et la chute du mur de Berlin clôt un chapitre de l'Histoire ouvert en 1917 avec la révolution Bolchévique. Très vite, il était apparu, avec les crises hongroise, de 1956, ou tchèque, de 1968, qu'il était impossible de démocratiser le Communisme.

En juin 1997, la gauche plurielle remporte les élections législatives anticipées permettant à Lionel Jospin d'entrer à Matignon, pour le plus long gouvernement de gauche de l'Histoire. **"Il ne faut pas oublier qu'il s'agit là de la troisième victoire législative de la gauche après 1936 et 1956"**, a rappelé Jacques Le Goff.

Voilà pour le passé. Car les échanges entre Lionel Jospin et la salle ont essentiellement porté sur le présent et l'avenir.

La droite creuse les déficits

A y regarder de plus près, la situation de la France de 1997 ressemble étrangement à celle d'aujourd'hui. Pourquoi Jacques Chirac, élu seulement deux ans plus tôt, décide-t-il de dissoudre l'Assemblée Nationale ? Parce qu'il craint que la France ne puisse atteindre les critères de Maastricht pour rejoindre la zone euro. La droite au pouvoir, depuis 1993, ayant mené une politique économique calamiteuse.

"Lors de la passation de pouvoir, Alain Juppé m'a remis une note, rédigée par des experts de Bercy, pour m'expliquer comment redresser les finances du pays", a confié Lionel Jospin. **"Je ne l'ai bien sûr pas lue. Ce ne sont pas les fonctionnaires du ministère**



Jacques Le Goff, animateur de la soirée



Lionel Jospin et son ami Bernard Poignant

des Finances qui déterminent la politique de la France. Nous avons mené une politique économique et sociale de relance qui a permis le rétablissement des équilibres". Mais l'ancien Premier ministre a reconnu que : **"en 2012 ce sera bien plus difficile qu'en 1997"**, tant les comptes publics sont désastreux.

Le passage à l'Euro s'est effectué alors que Lionel Jospin était à Matignon. A l'époque, il a plaidé pour un euro large, englobant l'Italie, l'Espagne et le Portugal. La Grèce n'a rejoint la monnaie unique que plus tard.

"Heureusement que nous avons fait l'euro", a insisté l'ancien Premier ministre, **"car la crise de 2008 aurait fait exploser le système monétaire européen"**. Mais la monnaie unique interdit de mener une politique laxiste comme l'a fait le gouvernement conservateur grec, et dont les citoyens payent aujourd'hui le prix.

Alors que le gouvernement s'appête à s'attaquer au système des retraites, Lionel Jospin n'a pas présenté de contre-réforme. **"J'attends d'abord de connaître les intentions de la majorité"**, a-t-il précisé. Cependant, là encore, un retour en arrière n'est pas inutile. C'est en effet le gouvernement de la gauche plurielle qui a mis en place le COR (Conseil d'orientation des retraites) et créé le fond de réserve destiné à lisser les problèmes financiers. **"Nous, nous l'avons abondé avec l'argent des ouvertures de capitaux que nous avons engagées pour des raisons industrielles. Mais, depuis 2002, aucun gouvernement n'a poursuivi cet effort"**.

Lionel Jospin n'a pas voulu intervenir dans le débat sur les primaires. En tant que militant socialiste, il s'exprimera le moment venu. Cependant, pour le candidat socialiste à la présidentielle de 2002, la gauche peut remporter l'élection de 2012, **"à condition qu'elle tire les leçons de 2002 où elle a perdu car elle s'est stupidement divisée"**. 🌹

Le 1^{er} réseau social politique de France

Il va falloir s'y habituer : la COOPOL (<http://www.lacoopol.fr>) va prendre de plus en plus de place dans l'action militante des socialistes. Pour leur mobilisation pendant les campagnes électorales, mais aussi dans l'élaboration des projets.

"Nous avons dépassé la barre des 26 000 utilisateurs inscrits", se félicite David Assouline, secrétaire national en charge de la communication et de la mobilisation. "En quelques mois, la COOPOL est devenue le premier réseau social politique de France".

Depuis sa mise en ligne, le site coopératif du PS a intégré de nouveaux outils comme une carte qui permet



Tous les adhérents peuvent s'inscrire sur la COOPOL

de localiser les événements organisés par les sections ou les fédérations.

Avec les conventions pour le projet, la COOPOL devient vraiment un lieu de débats et de propositions. Des groupes

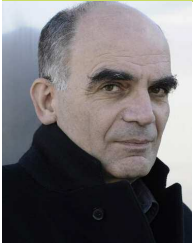
de discussion ont été créés, pour chacun des treize groupes de travail constitués, pour préparer le texte de la convention "Vers un nouveau modèle de développement économique". **"Tout au long du processus d'élaboration**

de ce document, les rapporteurs de ces groupes ont suivi les échanges et les ont intégré dans leur réflexion", souligne le secrétaire national.

"Nous allons retourner dans les fédérations pour présenter les nouveaux outils, expliquer aux adhérents combien l'utilisation de la COOPOL est simple et ainsi augmenter encore le nombre des inscrits", annonce David Assouline.

C'est d'autant plus important que les passerelles vers le site national (www.parti-socialiste.fr) vont se multiplier. Ainsi, des chats commencent à être organisés avec les secrétaires nationaux. Mais pour y participer, il faut être inscrit sur la COOPOL... 🌐

Interview



Jeunes : les réseaux d'abord

Avec Alain Mergier

Le sociologue Alain Mergier, auteur du "Descenseur social" (Plon), animera, le 20 mai à 18 h 30, à l'Astrolabe au Relecq-Kerhuon, une conférence sur les enjeux de la confiance chez les jeunes, co-organisée par La Poste et la municipalité.

Cap Finistère : La méfiance à l'égard des adultes n'est-elle pas naturelle pour les jeunes ?

Alain Mergier : Oui, l'opposition générationnelle est normale et même structurante pour la jeunesse. Mais je ne

parle pas de méfiance. Je pense que l'attitude des 15-25 ans est structurée par le manque de confiance, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Notre époque est marquée par une rupture de confiance entre les jeunes et les institutions. En sociologie, on distingue la socialisation verticale liée aux hiérarchies, familiales ou professionnelles, et la socialisation horizontale liée aux relations avec leurs pairs. Or, pour les jeunes, la socialisation verticale classique est devenue secondaire par rapport à la socialisation horizontale. Il est frappant de noter que, lorsque les jeunes disent du bien de l'institution scolaire, ils le font toujours en réfé-

rence à un enseignant en particulier qui a su trouver les moyens d'entrer en relation avec eux.

Cap Finistère : Tous les jeunes sont-ils concernés ?

Alain Mergier : Oui et non. Oui, dans le sens où l'importance des relations au sein de leurs groupes constitue un cadre commun pour toute cette génération. Tous les jeunes entendent le même discours ambiant sur les difficultés à s'insérer dans le monde du travail, avec ou sans diplôme.

Cependant, à l'intérieur de ce cadre commun on peut trouver une multitude de comportements.

Cap Finistère : L'importance de l'abstention aux élections s'explique aussi par ce manque de confiance ?

Alain Mergier : Oui, d'autant que l'élection présidentielle de 2007 avait pu faire naître un sentiment de prise en compte de leurs attentes, aussi bien du côté de Nicolas Sarkozy que de Ségolène Royal. L'abstention est donc d'autant plus forte que les espoirs étaient importants.

Mais je n'analyse pas l'abstention comme la marque d'un repli sur soi. Au contraire, je pense qu'il s'agit, pour une large part, d'un acte positif de désaccord face aux formes traditionnelles du discours et de l'action politique. L'abstention ne traduit pas une montée d'un égoïsme chez les jeunes, mais la demande d'une meilleure reconnaissance. Le rapport des jeunes vis-à-vis des associations ou des ONG montre d'ailleurs bien qu'ils savent faire preuve d'altruisme. 🌐

Agenda

20 mai

Vote en sections, pour la convention sur le nouveau modèle économique.

21 mai

18 h 30 : Convention Fédérale au local du PS à Brest.

29 mai

Convention Nationale à Aubervilliers.

4 juin

18 h 30 : Conseil fédéral.

8 juin

Conseil national sur la Rénovation.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1212 P 11428

N° 862 - Vendredi 14 Mai 2010

www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 Quimper

Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef :

Jean-Yves Cabon - Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 Brest

Impression :

Presses Associatives du Finistère

Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 20 €

Abonnement de soutien :
à partir de 25 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

En bref...

Formation du groupe parité et égalité hommes femmes

La première réunion d'information et d'inscription pour la session de formation se déroulera le mardi 18 mai, à 18 h 00, à la salle municipale du Faou.

Cassation

Le 30 mars 2010, la Cour d'appel de Paris a rendu son arrêt dans le procès de l'Érika.

Elle a confirmé la responsabilité pénale des prévenus et reconnu l'existence d'un préjudice écologique indemnizable pour les collectivités.

Le Conseil général du Finistère, partie civile, a donc obtenu satisfaction sur ces deux points et la Cour d'appel a fixé à 2,3 millions d'euros le montant total des indemnités dues au Département.

Mais, si elle a condamné l'ensemble des prévenus au titre de leur responsabilité pénale, elle a exonéré la société *Total* de sa responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par hydrocarbures.

Or, cette décision revient à exonérer *Total* de toute indemnisation des conséquences financières de la pollution engendrée par le naufrage du pétrolier.

C'est pourquoi, le Conseil général du Finistère a décidé de se pourvoir en cassation pour défendre ses intérêts. Il s'agit de faire reconnaître la responsabilité civile de *Total* pour que les collectivités locales puissent être indemnisées.

Et si le littoral allait jusqu'à la mer ?

Alain Herckelbach, ancien directeur de l'Environnement et de l'Aménagement du Littoral à *Ifremer*, auteur de *"Et si le Littoral allait jusqu'à la mer"*, publié en 2009, donnera, le samedi 15 mai, à 15 h 00, une conférence publique salon Richelieu, Hôtel de ville de Brest, sur l'avenir des énergies marines.

La leçon de Jaurès

"Le billet « *Hors sujet* » du *Cap Finistère* du 30 avril 2010 m'inspire une réaction. L'auteur (que je ne connais pas) dit ceci : *"Le projet de loi contre la burqa ne vise qu'un seul but : détourner l'attention des Français des vraies questions liées à la politique économique et sociale et tenter de récupérer les voix du Front National"*. Sans doute y a-t-il des arrière-pensées de ce type, mais ce n'est pas une raison pour que les socialistes se détournent, voire abandonnent, leur propre pensée. Un retour en arrière permet de comprendre.

Au début de l'affaire Dreyfus, à partir de 1894, les Socialistes de l'époque ont parlé de la même façon, Jules Guesde en tête. C'était une affaire de la bourgeoisie, au sein de l'armée, qui plus est d'un officier juif. Il a fallu le *"J'accuse"* d'Émile Zola, en 1898, et l'engagement de Jean Jaurès, pour remettre les Socialistes dans le droit chemin.

Et pourtant, les problèmes économiques et sociaux ne

manquent pas à la fin du XIX^e siècle. Il a fallu se battre pour un seul homme, au nom du droit et de la justice, parce qu'il était innocent. Eh oui, un seul cas a suffi pour mobiliser les Français pour le meilleur et pour le pire et les Socialistes se sont retrouvés du côté du meilleur. A tel point qu'un père, dans une famille juive, a dit un jour à son fils : *"C'est dans ce pays qu'il faut aller puisqu'il a été capable de se lever pour le droit d'un seul homme"*. Il se croyait protégé à jamais. L'histoire ne lui donnera pas raison un demi-siècle plus tard.

Même si comparaison n'est pas raison, il s'agit aujourd'hui de la dignité de la femme, de son égalité avec l'autre genre, de sa liberté, de la laïcité de notre société, de la simple sociabilité qu'exige le visage découvert dans le rapport à l'autre.

Les socialistes seraient bien inspirés de ne pas oublier la leçon de Jaurès.

Bernard Poignant

Maire de Quimper (PS)"

Annonces légalles & judiciaires

EXIOS

au capital de 1 000 euros
Siège social : 11, rue Navarin
29200 BREST

Aux termes de l'AGE du 13 juillet 2009, il a été décidé :

I. Le transfert du siège social à la nouvelle adresse :

220, rue Jacqueline Maillan - 29200 BREST

II. L'extension de l'objet :

- L'achat, vente et location, maintenance et réparation de matériels, câblage, audiovisuels, logiciel.

Les articles 2 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis, M. BLIND.

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la
SARL SHIMAORE.NET

Au capital variable de 100 euros

Siège social : 19, rue des Courlis - 29280 PLOUZANÉ

Objet : Le conseil en télécommunication
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Gérant : M. Stéphane ALNET, demeurant 19, rue des Courlis - 29280 PLOUZANÉ, nommé pour une durée indéterminée.

TALER TÉLÉSERVICE

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 24, rue de Saint-Thégonnec
29400 SAINT SAUVEUR
RCS BREST n° 512 192 055 RM29

AVIS DE DISSOLUTION

Madame Annaïg TANNE, associée unique et seule gérante de la société, a décidé le 30 avril 2010 la dissolution anticipée de la société, à compter du 30 avril 2010 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les articles L.237-1 à L.237-13 du code du commerce.

Madame Annaïg TANNE associée unique demeurant 15 bis, rue de Saint-Thégonnec - 29400 SAINT SAUVEUR décide d'exercer les fonctions de liquidateur pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour continuer les affaires en cours et engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation, pour réaliser tous les éléments d'actif, même à l'amiable, pour payer les créanciers et pour attribuer le solde disponible à l'associé unique.

Le siège de la liquidation est fixé au 15 bis, rue de Saint-Thégonnec - 29400 SAINT SAUVEUR. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BREST en annexe au Registre du commerce des sociétés.

Pour avis, le Liquidateur.